

LA TECHNIQUE SERA GÉNÉRALISÉE À PARTIR DE L'ANNÉE PROCHAINE

Lancement d'un réseau de télémedecine pour dix-huit établissements hospitaliers

Un réseau pilote de télémedecine reliant dix-huit établissements hospitaliers (six CHU et douze EPH) a été lancé hier. L'opération, qui a coûté 200 milliards de dinars, sera généralisée à partir de l'année prochaine pour pallier le problème du manque de spécialistes. La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et son homologue de la Santé ont également lancé un réseau national de téléradiologie et une plate-forme de gestion informatisée des pharmacies hospitalières.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les établissements hospitaliers cassent les barrières géographiques en se connectant. Les patients des zones enclavées et du sud du pays peuvent désormais bénéficier d'une prise en charge médicale spécialisée et pointue sans se déplacer aux grands hôpitaux du Nord grâce à une connexion entre des centres hospitalo-universitaires (CHU) et des établissements publics hospitaliers (EPH).

Une opération pilote d'un réseau de télémedecine (Algérie RT.DZ) a été lancée hier au CHU de Béni-Messous, à Alger, par la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et son homologue de la Santé. Le projet, qui a coûté 200 milliards de dinars, sera généralisé à

partir de l'année prochaine, a indiqué Imane Houda Feraoun.

Le réseau, explique-t-on, vise à rapprocher les citoyens des différents services médicaux, en leur permettant l'accessibilité aux soins via un transfert de données en temps réel. Il interconnecte les CHU dont celui de Béni-Messous, Mustapha-Pacha, Bab-El-Oued, Oran, Tlemcen et Constantine avec douze EPH et un site central doté d'une plateforme de pilotage du réseau. Le réseau est doté de plusieurs systèmes permettant l'auscultation à distance du patient et la visualisation de son dossier médical ainsi que l'organisation de séances de formation multi-sites et d'un système de streaming pour l'archivage et la diffusion. Deux autres projets,

pour un coût de plus d'un milliard de dinars, ont été lancés en parallèle, hier. Ils concernent la mise en place d'un système d'information pour la gestion des pharmacies hospitalières et le réseau national de téléradiologie. Ce dernier permettra de relier les établissements de santé dotés d'équipements de radiologie, mais dépourvus de spécialistes dans ce domaine, au Centre de lecture pour analyse des données de l'examen radiologique par des spécialistes.

Ce projet permettra, indique-t-on, l'amélioration de la prise en charge des malades, une meilleure prise en charge radiologique des urgences médico-chirurgicales, d'étendre la couverture sanitaire vers les zones enclavées, réduire le nombre des erreurs médico-légales, réduire les évacuations inutiles des malades vers d'autres établissements de santé et la constitution d'une banque de données très utiles pour la formation et la recherche.

La télémedecine ne fait pas, cependant, ses premiers pas en Algérie. Des expériences ont déjà eu lieu. Selon Abdelmalek Boudiaf, entre 4 000 et 5 000 interventions chirurgicales et 30 000 consultations



Photos : NewPress

Houda Feraoun envisage de généraliser le réseau de télémedecine.

ont été effectuées grâce à la télémedecine en une année. «Si ce n'était pas cette technique, beaucoup de malades n'auraient certainement pas pu arriver à temps dans les hôpitaux du nord du pays», a rappelé le ministre de la Santé qui souligne que seuls les cas compliqués

vont dorénavant être transférés vers les grands hôpitaux du Nord.

Le ministre de la Santé a annoncé aussi un projet de télémedecine avec les hôpitaux étrangers. Un projet que Boudiaf compte concrétiser dans «les plus brefs délais».

S. A.

DES EXPERTS SE PENCHENT SUR LA QUESTION

Donner un coup d'accélérateur économique par le développement rapide du m-paiement

La problématique du m-paiement (paiement électronique) et l'e-banking ont été au cœur du débat qui a eu lieu hier lors de la matinale du think tank CARE (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise).

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Les participants qui ont fait, à l'occasion, le constat récurrent du retard de l'Algérie dans le domaine de la dématérialisation des moyens de paiement «grand public», ont mis en avant l'effet négatif de ce retard sur la croissance et sur l'attractivité du pays, mais aussi le facteur bloquant de ce retard dans la vie de tous les jours des citoyens, obligés de manipuler des sommes importantes d'argent liquide, avec les contraintes inhérentes pour les établissements financiers en termes de mise à disposition de ces liquidités.

«Le m-paiement ne peut pas se développer sur la base des anciennes techniques, il faut voir autre chose, l'utilisation actuellement des terminaux (TPE), c'est uniquement pour le retrait de l'argent. Pour ce qui est du m-Mobile, actuellement, les Algériens se baladent avec beaucoup de cash car ils n'ont pas la possibilité d'utiliser leurs téléphones comme porte-monnaie électronique.

Les applications aujourd'hui existent, si la régulation permet d'utiliser le téléphone pour un transfert d'argent ou simplement pour payer, cela va marcher. L'intérêt de ce type d'opération est qu'il permet de renforcer la confiance dans la monnaie nationale et le système bancaire et on réduit la manipulation du cash avec un impact positif sur l'économie nationale», a indiqué D'.

Naceur Bourenane, expert financier auprès d'institutions de financement du développement en Afrique, et spécialiste du financement du développement de l'entreprise privée.

Ce dernier préconise pour encourager le m-paiement et e-banking de «mettre tout le monde autour de la table et instaurer un dialogue entre les différents acteurs et c'est ce

que la matinale de CARE s'est proposée de faire aujourd'hui», dit-il. «Ce qui bloque en Algérie c'est ce qu'on appelle le cashing-in cashing-out, c'est-à-dire qu'un opérateur ne peut pas prendre en main un outil pareil tant que la réglementation l'interdit», dira de son côté Salhi Abdelkader gérant de Kepler Technologies.

Il ajoute qu'au lieu d'attendre que la réglementation change, «nous avons décidé de modifier l'approche technologique comme l'a fait le service de mobile banking M-PESA au Kenya».

L'idée, en effet, consiste à ne plus utiliser des transactions financières mais de faire «une agrégation d'informations, c'est-à-dire créer un «tuyau» qui connecte le téléphone et la banque juste à titre d'information. Ce

«tuyau» doit être totalement sécurisé. La principale valeur ajoutée c'est qu'on n'est pas sur la transaction monétaire mais sur la déclaration d'un ordre de virement», explique-t-il.

La société Kepler Technologies a mis en place ce procédé depuis 2014 avec la Seaal et la banque privée BNP Paribas. Grâce à ce dispositif, un client de la banque en question peut aujourd'hui payer sa facture Seaal à partir de son terminal portable avec un simple SMS. Cette technique peine toutefois à se généraliser en raison de la réticence des banques, notamment publiques, à l'adopter, regrette Salhi Abdelkader.

Pour sa part, Fodhil Kerkache ancien directeur des ventes auprès de Wataniya, Télécom Algérie et aujourd'hui General Manager de 2 Forces, a appelé les banques à «ne pas avoir

peur» des opérateurs qui sont avant tout un levier de croissance. «Les opérateurs bancaires n'ont pas cette culture d'aller chercher les opportunités de nouveaux business dans d'autres métiers», constate-t-il, ajoutant qu'avec 43 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, les banques peuvent «scorer» autant de clients, c'est-à-dire savoir si un client est solvable ou pas. «Ailleurs dans le monde, la banque n'attend pas que le client vienne lui demander quoi que ce soit, c'est à elle de se rapprocher de lui en le suivant à travers leurs transactions.

Ce n'est pas forcément celui qui a beaucoup d'argent dans son compte qui est solvable. Le client solvable, c'est celui qui fait plusieurs transactions», note-t-il.

Y. D.

TRAVAUX PUBLICS

Prochaine fusion de l'Agence nationale des autoroutes et de l'Agence de gestion des autoroutes

Ce serait pour une meilleure coordination entre la réalisation et la gestion du réseau autoroutier que le ministre des Travaux publics a rappelé, hier, la prochaine fusion des deux institutions publiques l'ANA et l'AGA pour laquelle l'information devrait être selon lui, le capital déterminant.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Cette imminente union, annoncée depuis quelques temps déjà, donnera naissance dans les prochains six mois à l'Agence algérienne des autoroutes et aura, «tout comme ses antécédentes, un but économique». Celle-ci trouve encore plus sa légitimité aujourd'hui, selon Abdelkader Ouali.

Le développement du réseau autoroutier serait le facteur premier. Dès lors, sa gestion doit être,

désormais, «impérativement axée sur l'information» et «surtout sa décentralisation» pour que l'utilisateur soit informé en temps réel. Spécifiant que la constitution de banques de données est déjà en cours.

Par ailleurs, en disant que ces équipes de gestion disposent des moyens techniques nécessaires, le ministre les a appelées à cultiver une communication aussi rapide et efficace que l'intervention des

équipes d'assistance sur les autoroutes. Rappelant que le volet technique et informationnel doit s'allier à l'économique pour une «dynamique bénéfique et performante».

Toutefois, A.Ouali se dit être conscient des manques d'assistance entre autres, qui subsistent fortement au niveau des points accidentogènes et des tronçons où le trafic est particulièrement dense. Selon lui, ceci est dû à des barrières de communication et à des problèmes d'organisation auxquels la future Agence algérienne des autoroutes devrait faire face par la coordination de son capital humain et matériel.

Poursuivant que la décentralisation de l'information, le manage-

ment coopératif, l'affectation et le redéploiement du personnel selon son domaine de spécialisation et l'élaboration de missions par objectif doivent être «le nouveau mode de gestion à adopter» afin de rompre avec l'ancien fonctionnement renfermé et improductif.

Le rôle du citoyen est également prépondérant pour ce qui est d'un service «info trafic» en ligne et sur les réseaux sociaux plus efficace.

Une responsabilité citoyenne d'information des autorités d'un quelconque accident ou élément entravant la bonne circulation perçu sur le réseau routier et autoroutier, lui est attribuée.

N. B.